

COMPTE RENDU

Europe, Ukraine, Défense :

ce qui se joue vraiment

Frédéric Petit, député des Français de l'étranger, devant le Mouvement Européen des Yvelines

7 mai 2026 | Voisins-le-Bretonneux (Yvelines)

À deux jours de la Journée de l'Europe, le Mouvement Européen des Yvelines réunissait le 7 mai 2026 à Voisins-le-Bretonneux une table ronde exceptionnelle autour de Frédéric Petit, député des Français établis à l'étranger, spécialiste de l'Europe centrale et arrivé directement d'Ukraine le matin même. Pendant plus de deux heures — et face à une salle qui comptait des élus, des ressortissants ukrainiens et polonais et des citoyens engagés — il a décrypté avec précision les crises qui reconfigurent le continent. Voici l'essentiel de ce qui s'est dit.

1. L'Ukraine : une guerre de modèles, pas une guerre banale

Frédéric Petit a d'emblée posé un cadre d'analyse original. Pour lui, le fil conducteur permettant de comprendre toutes les tensions de sa circonscription — qui s'étend de l'Allemagne à la Bulgarie — est le mot "famille". Le conflit ukrainien n'est pas "notre guerre" mais "notre confrontation" : ce qui se joue, c'est une guerre de modèles entre deux conceptions de l'organisation politique des sociétés.

Il rappelle que l'idée européenne possède une ADN historique profonde dans cet espace : la République des Deux Nations (Pologne–Lituanie, du XVe au XVIIIe siècle) est une proto-Union Européenne qui prouve que des peuples différents peuvent s'organiser ensemble sans effacer leurs spécificités — bien avant Schuman ou Adenauer.

“ Ce n'est pas "notre guerre". C'est "notre confrontation". Ce qui se joue, c'est une guerre entre deux modèles d'organisation politique des sociétés. ”

Trois lignes de fracture concrètes illustrent cette confrontation :

- La langue. En démocratie, une langue est une liberté, jamais une prison. La tradition russe depuis Catherine II consiste à imposer le russe aux populations sous domination. L'Ukraine possède, en regard, une longue tradition de préservation de sa langue comme marqueur d'identité et de résistance.
- Le soldat. Dans une démocratie, un soldat est d'abord un citoyen — on lui confie une arme avec la garantie qu'il défend quelque chose. En face, l'armée russe est composée de mercenaires (Wagner), de prisonniers libérés sous condition de survie, de soldats nord-coréens et de forces armées d'entreprises privées. Gazprom a ainsi été sommé en 2023 de constituer sa propre force armée de salariés. Chiffre cité :

environ 1 000 morts par jour côté russe, très rarement des citoyens de Moscou engagés par conviction.

• La décentralisation. En 2004, Poutine supprime l'élection des gouverneurs par décret présidentiel. À l'inverse, l'Ukraine a mené dès 2016 une grande réforme de décentralisation : regroupements intercommunaux, compétences réelles en santé primaire et éducation, capacité à lever l'impôt. Cette réforme se poursuit aujourd'hui sous les bombes, avec des centres de santé qui continuent d'ouvrir. "Cette ligne de fracture — décentralisation démocratique contre centralisme vertical — épouse précisément la ligne de front actuelle."

À retenir — La tradition impérialiste russe

Moscou, bourgade du XI^e siècle, s'est distinguée en résistant aux Mongols, puis a développé une logique impériale constante. Catherine II comme Poutine partagent la même posture : "Tes grands-parents parlaient russe, donc tu parleras russe — sinon tes enfants le feront, parce que je m'en occuperai." L'annexion de la Crimée (2014) a effacé le Parlement et le président élus du territoire autonome et imposé la suppression du tatar comme langue officielle.

2. Europe centrale : Orban dehors, mais vigilance requise

La défaite d'Orban aux élections hongroises — avec une participation record et une majorité écrasante — a surpris même les observateurs les plus avertis. Frédéric Petit invite à l'optimisme prudent. La Hongrie a toujours appartenu à la "famille" européenne (printemps des nations de 1848–1852) : ce qui s'est passé avec Orban relevait d'un "accident électoral".

Son successeur Magyar, issu du Fidesz, est ancré dans la grande majorité silencieuse. Il ne peut pas être accusé de vouloir modifier les valeurs de la société hongroise, ce qui le rend difficilement attaquant par Orban. C'est aussi un vrai politique, capable de rassembler l'opposition sans se positionner comme chef unique — qualité jugée essentielle pour la stabilité à venir.

Bulgarie et Roumanie restent dans des phases de turbulences, mais leurs trajectoires européennes ne sont pas fondamentalement remises en cause. Sur la règle du veto, le député est clair : le veto actuel est avant tout un instrument de chantage. La majorité qualifiée — qui permet à 4 pays représentant 35 % de la population de bloquer une décision — est au contraire un filet de sécurité démocratique. Une large convergence existe aujourd'hui pour évoluer dans ce sens.

3. Défense européenne : on avance, mais les délais sont longs

Du côté des avancées : le fonds SAFE pour les achats d'armement en commun fonctionne bien ; le prochain budget pluriannuel 2028–2034 intégrera une préférence européenne pour les équipements de défense ; au Parlement européen, une large majorité se dessine sur ces questions, y compris parmi les Verts allemands, décrits comme "beaucoup plus pragmatiques que leurs homologues français".

Sur la dépendance aux équipements américains, Frédéric Petit apporte des nuances importantes. Certains achats sont contraints techniquement : les Allemands achètent des F-35 parce qu'ils sont les seuls appareils capables d'emporter les bombes nucléaires tactiques de l'OTAN stationnées sur leur sol — sans alternative à court terme. Mais le problème de fond est que les États-Unis peuvent bloquer l'utilisation de l'armement vendu : un enjeu de souveraineté opérationnelle majeur.

“ La France proposait une filière nucléaire civile à la Pologne — formation, sous-traitants, PME. Les États-Unis vendaient une gamelle, puis facturaient séparément les accessoires et la maintenance. La Pologne a néanmoins choisi les Américains. ”

Cette logique est "en train de changer", selon le député, mais construire une base industrielle de défense européenne prend des décennies. D'où l'urgence de commencer maintenant.

4. Le couple franco-allemand : solide dans les faits, complexe dans les structures

Interrogé sur la menace que ferait peser le nationalisme sur le moteur franco-allemand, Frédéric Petit en défend la solidité structurelle : l'Assemblée parlementaire franco-allemande fonctionne, les offices franco-allemands (jeunesse, énergie) sont actifs, et Airbus est l'exemple d'une intégration industrielle réelle — les ingénieurs s'identifient à "Airbus", non à leur nationalité.

Le vrai point de fragilité est le déclin de l'enseignement croisé des langues, sacrifié aux arbitrages scolaires en faveur de l'anglais et de l'espagnol. Et la complexité structurelle de l'Allemagne reste mal comprise en France : 16 Länder, dont la Rhénanie-du-Nord-Westphalie représente à elle seule le 6e rang économique européen. Négocier avec le gouvernement fédéral sans tenir compte des Länder est une erreur fréquente. Un groupe de travail parlementaire franco-allemand sur la souveraineté énergétique a récemment abouti à une résolution commune sur le partage de réseaux et la complémentarité des mix énergétiques.

5. Cybersécurité : des progrès, mais pas encore à la hauteur

Interpellé sur le piratage récent de l'ANTS par un adolescent de 15 ans, Frédéric Petit dresse un bilan nuancé. La France a progressé — ANSSI, certification, RGPD, NIS2, IA Act à venir — mais "n'est pas encore prête" à la hauteur de la menace. Les incidents récents sont davantage des fuites de données non intentionnelles que des prises de contrôle à distance.

Le maillon faible reste la commande publique : les règles standard d'appel d'offre s'appliquent à des enjeux de sécurité nationale, et les décideurs peinent à comprendre qu'on n'achète pas un logiciel de sécurité comme un bien banal. Un acteur certifié ANSSI reste insuffisamment imposé aux administrations. Au niveau européen, la cybersécurité restera une compétence nationale, fédérée et coordonnée — comme pour la défense.

6. Nation citoyenne : la France face au combat de la décennie

L'une des interventions les plus remarquées de la soirée a porté sur la notion de nation. Frédéric Petit distingue quatre modèles : la nation divine, la nation du sang, la nation du grand chef, et la nation citoyenne — ensemble de citoyens qui ont décidé de vivre ensemble, héritage de la Révolution française.

La France est le seul pays à confondre nationalité et citoyenneté dans sa culture politique, ce que révèle sémantiquement le mot "naturalisation" : "changer de nature", selon les mots de son épouse polonaise. Cette originalité est une force, mais exige d'être consciente de son caractère exceptionnel. C'est sur la notion de "nations citoyennes" que se jouera la bataille politique des prochaines années, face aux populismes identitaires.

Une diplomatie du XXIe siècle

Frédéric Petit défend une vision de "diplomatie et société civile" plutôt que "diplomatie d'influence" : les Français établis à l'étranger sont des acteurs à part entière de la politique extérieure, pas de simples destinataires. Exemples concrets : l'École française de Kyiv relancée dès septembre 2022 par des résidents sans attendre l'État ; la restauration de la statue de Richelieu à Odessa imaginée dans un bar, pas à l'ambassade. Le gouvernement doit jouer un rôle d'animateur et d'impulseur — non de décideur unique.

*Compte rendu établi d'après la synthèse officielle du Mouvement Européen des Yvelines. Table ronde du 7 mai 2026 |
Voisins-le-Bretonneux (Yvelines)*